ÉDUCATION À DJELFA

Les vraies raisons d'un échec qui s'éternise

Durant les dix dernières années, le secteur de l'éducation a connu une dégringolade impressionnante dans le classement national pour arriver et stagner dans les dernières places.

Essayons de citer quelques raisons qui ont amené à cette situation. Il y a tout d'abord l'instabilité des directeurs de l'éducation (6 directeurs en 10 ans). Ensuite, il y a l'exode rural qui a engendré une terrible surcharge dans les classes (entre 50 et 60 élèves dans un seul groupe pédagogique).

Pour solutionner ce problème, il faut la construction de plus d'établissements et l'octroi de plus de postes budgétaires.

Les élèves qui réussissent au baccalauréat sont en général ceux qui prennent des cours particuliers. Est-ce que tout le monde peut se les permettre ? La classe unique (2 à 3 niveaux dans une même salle, pour un même enseignant dans le primaire) est une pratique toujours en vigueur dans la wilaya, alors qu'elle a été bannie au niveau national ; la double vacation dans le primaire est l'autre problème qui perturbe le bon fonctionnement de l'école. En outre, de plus en plus de familles ne supportent plus les frais de scolarité de leurs enfants. La prime de 3 000 DA est dérisoire et elle n'est pas donnée à tous — la daïra ne délivre cette prime que pour 48% des élèves nécessiteux. Comment peut-on demander à un élève qui n'a pas de livres, et même des fois des cahiers, et ayant le ventre creux, d'étudier et de fournir des efforts ? Le manque (ou plutôt l'absence) d'intérêt de la plupart des parents vis-à-vis de la scolarité de leurs enfants est flagrant dans la wilaya ; il y en a qui ne savent même pas dans quel établissement sont leurs enfants, ni à quel niveau. La plupart d'entre eux ne visitent l'établissement que pour encaisser les 3 000 DA ou protester à la fin de l'année quant leur enfant est exclu. Côté pédagogique, les enseignants de la wilaya ont un niveau appréciable, mais travaillent dans des conditions difficiles (avec surtout la surcharge dans les classes) et parfois enseignent des matières qui ne sont pas les leurs.

Photo : DR

Ce dernier point est l'une des priorités, nous dit-on, du nouveau directeur de l'éducation, M. Abbas Sahraoui, qui est en train de créer une petite révolution, en supprimant les détachements et les mises à disposition de beaucoup d'enseignants qui ont été affectés dans des postes administratifs. Ces derniers avaient bénéficié, auparavant, de la largesse des anciens responsables.

Les autorités locales n'ont, pourtant, ménagé aucun effort pour venir en aide à ce secteur que beaucoup qualifient de sinistré. Un suivi permanent du wali, une subvention spéciale de l'APW pour les cours de soutien, des séminaires périodiques pour les enseignants, des visites inopinées de responsables dans les établissements n'ont malheureusement pas donné les résultats escomptés.

Bekai Bensaid

TLEMCEN

Le diktat des transporteurs

Les récentes augmentations du ticket de transport sont illégales selon la direction des transports. C'est le directeur lui-même de cette institution qui le déclare sur les ondes de la radio locales en demandant aux usagers de ne pas céder au chantage des transporteurs qui ont décidé unilatéralement d'une augmentation de 50% sans l'accord de la tutelle.

C'est un véritable bras de fer qui est donc engagé entre les transporteurs privés et la direction des transports, et bien sûr ce sont les citoyens qui font les frais de cette situation. Le directeur des transports donne des précisions quant à une éventuelle augmentation qui doit répondre à certains critères.

Un minimum de confort doit être assuré aux voyageurs, ce qui est loin d'être le cas, notamment dans le transport privé. Le responsable lance un véritable appel de civisme aux citoyens en leur demandant de dénoncer tout abus.

De leur côté, les usagers exigent des responsables concernés un contrôle strict sur les lignes urbaines et de prendre des sanctions contre les contrevenants.

Il faut dire que tout le monde se plaint du transport urbain. Il y a le problème d'hygiène, de la musique à fort volume imposée aux voyageurs.

Depuis l'application de cette augmentation, on assiste à des prises de bec entre les usagers et les receveurs. Alors, si cette augmentation est illégale, les citoyens réclament l'application de la loi et l'intervention de la police, car ce sont les enfants scolarisés des banlieues qui sont les premiers à en pâtir.

Les choses sont encore plus compliquées dans la daïra de Sebdou. Le transport est inexistant, les habitants vivent dans un isolement total. En hiver, cette localité sombre dans l'oubli.

Pour palier à cette insuffisance, le directeur des transports se dit prêt à aider toute personne qui désire investir dans ce créneau, notamment pour mettre fin à l'isolement des populations de Sebdou et de Sidi Djilali. Hier, à la sortie ouest de Tlemcen, de nombreux travailleurs habitant Zelboun et Béni-Mester étaient contraints à faire de l'auto-stop pour rentrer chez eux.

M. Zenasni

BOUIRA

Sit-in des enseignants de tamazight

Le secteur de l'éducation à Bouira va mal, n'en déplaise au directeur de l'éducation qui s'en est allé proclamer avec un optimisme béat, lors de la dernière session de l'APW tenue la semaine dernière, que la rentrée scolaire s'était effectuée dans de très bonnes conditions, alors que tout le monde savait que le premier jour de la cette rentrée a été marqué par une grève des enseignants et des adjoints de l'éducation.

Ce mardi encore, alors que les enseignants des trois cycles venaient à peine de reprendre leur travail après plus d'une semaine de grève nationale, les enseignants de tamazight ont récidivé en observant devant le siège de la direction de l'éducation (DE) un sit-in de protestation. Lors de leur première action, les enseignants des trois cycles ont convenu d'observer chaque semaine un sit-in devant le siège de la DE jusqu'à ce que les responsables du secteur daignent répondre favorablement à leurs doléances. Des doléances concernant l'application des décrets et autres circulaires ministériels concernant tamazight, le volume horaire arrêté à trois heures pour chaque division et pour chaque palier depuis le primaire jusqu'à la terminale, les 18 heures arrêtées pour chaque enseignant avec six divisions, le coefficient de 2 au lieu de 1, ainsi que le caractère obligatoire de son enseignement au lieu du facultatif. En outre, les enseignants protestataires ont exigé l'ouverture de nouveaux postes tel que préconisé par le ministre de l'Education nationale, et le retour de l'enseignement de tamazight au niveau des établissements qui l'avaient supprimé abusivement au niveau du chef-lieu de wilaya. Enfin, ils exigent l'intégration de la totalité des enseignants contractuels dont une dizaine n'avait pas été encore été intégrée.

Pour rappel, lors de l'audience qu'il avait accordée à une délégation représentant ces enseignants la semaine dernière, le SG de la DE s'était engagé à prendre en charge toutes ces doléances. Hier, une délégation a essayé de voir le DE mais celui-ci était en réunion. Finalement, la délégation s'est déplacée vers le siège de la wilaya où une copie de la plateforme de revendications a été remise au wali. Par ailleurs, à M'chedallah, mardi, le lycée Ben-Badis, classé lors du baccalauréat de juin dernier parmi les premiers avec un taux de réussite de 72%, était paralysé par une grève déclenchée par les enseignants.

Les raisons invoqués pour ce débrayage sont le manque de responsables au niveau de cet établissement, comme le censeur, le surveillant général, le chef d'atelier des laboratoires informatiques, ainsi que certains enseignants de matières-clés comme les mathématiques et les sciences physiques, surtout pour les classes de terminale.

L'absence des responsables de la DE pour prendre en charge ces problèmes a poussé les enseignants à déclencher une grève illimitée.

Y. Y.

AÏN-DEFLA

La gestion des œuvres universitaires dénoncée à Khemis-Miliana

Dans une lettre intitulée «Les œuvres universitaires sont-elles indépendantes du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ?» adressée à toutes les instances locales et nationales, les étudiants du Centre universitaire de Khemis-Miliana, adhérents de l'ONEA, lettre signée du SG du président de la section, Kherouche Naïm, et dont un exemplaire nous a été transmis, dénoncent la manière dont sont gérées les œuvres et mettent en cause l'attitude du directeur de cet organisme.

Les rapportent qu'«après la réunion de préparation de la rentrée universitaire qui a été tenue le 6 octobre dernier avec la participation des directeurs des différentes résidences, il nous est apparu que le directeur de wilaya n'est pas conscient de sa responsabilité pour accomplir pleinement la mission qui lui est confiée du fait que malgré la reprise des cours le 25 septembre dernier, la direction des œuvres ne bouge pas le petit doigt pour organiser le transport, la restauration et l'hébergement des étudiants».

Ils notent que malgré l'arrivée de 4 000 nouveaux étudiants, la direction, au lieu d'ouvrir de nouvelles résidences, s'active à vider une résidence pour la transformer en bâtiment administratif qui abritera la DOU. Ainsi, des chambres conçues pour recevoir 2 étudiantes se retrouvent maintenant occupées par 4, voire 5 étudiantes.

Dans les chambres où résidaient 4 étudiantes, on y a entassé 5 et même 6, sans compter qu'il y a des étudiantes à qui on a refusé le droit à la résidence. «Est-il sensé que dans une résidence d'une capacité d'accueil de 1 000 étudiantes, on en fait résider 2 200 ?» Pour ce qui est de la restauration, l'ONEA ne s'explique pas pourquoi, alors que les cours ont repris depuis deux semaines, les restaurants ne sont pas encore ouverts : «Qu'est-ce que cela signifie et qui est responsable de cette situation ?»

La manière dont est géré le transport n'est pas sans susciter le mécontentement des étudiants. Ils n'arrivent pas à comprendre comment les navettes n'ont été mis en service que le 4 octobre avec seulement 9 bus au lieu des 30 que compte le parc roulant affrété, sans parler de l'absence des agents de sécurité qui expose les étudiants aux vols et aux provocation.

Ils dénoncent le directeur des œuvres, car, déclarent-ils, malgré les nombreuses doléances qui lui ont été adressées par l'organisation estudiantine «il fait fi de protocoles d'accord consignés sur procès verbaux de réunion et autre requêtes déposées, seulement préoccupé par ses intérêts personnels, se désintéressant de sa mission».

En conséquence, l'ONEA appelle les instances responsables à introduire des réformes dans la gestion des œuvres universitaire de la wilaya de Aïn-Defla et n'écartent pas des actions de contestation de longue durée jusqu'à ce que des solutions soient trouvées aux problèmes posés.

Karim O.